

RELÈVEMENT DES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE A la charge du budget de l'État

Faisant la promotion de la mesure prise par le Conseil des ministres le 18 décembre dernier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a considéré que le relèvement du montant minimum de la pension de retraite à 15 000 DA et la revalorisation des pensions étaient des «décisions exceptionnelles» du président de la République. Rien que ça !

Le ministre a précisé lors d'un point de presse que ces augmentations, qui seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2012, sont établies selon un taux dégressif variant entre 30% et 15% et en fonction du montant de la pension et de l'allocation de retraite. Ainsi, l'augmentation des pensions et allocations de retraite est de 30% pour celles égales ou inférieures à 15 000 DA, de 28% pour celles se situant entre 15 000 DA et 20 000 DA, de 26% pour la tranche allant de 20 000 DA à 25 000 DA, de 24% pour les 25 000 DA à 30 000 DA, de 22% pour les 30 000 DA et 35 000 DA, de 20% pour les 35 000 DA à 40 000 DA et de 15% pour les plus de 40 000 DA.

Le nombre de bénéficiaires de ces mesures est estimé à près de 2 400 000 retraités (régimes des salariés pour la CNR et non-salariés pour la Casnos), alors que l'impact annuel est de 63 milliards de dinars à la charge du budget de l'Etat. Pour le ministre, ces augmentations vont dans le sens des mesures initiées depuis l'année 2000 en faveur des retraités, avec comme objectif d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et des retraités.

L'intégralité de la décision du Conseil des ministres

Pour permettre aux lecteurs de prendre connaissance de la décision, nous publions ci-dessous l'extrait du communiqué du



Photo DR

Conseil des ministres du 18 décembre 2011 relatif au relèvement des pensions et allocations de retraite. «Le Conseil des ministres a poursuivi ses travaux par l'audition d'une communication du ministre chargé de la Sécurité sociale relative au dossier des retraites.

A la veille de la tripartite du mois de septembre dernier qui a notamment abouti au relèvement du salaire minimum garanti (SNMG), dans le sillage des différentes augmentations de rémunérations intervenues dans la Fonction publique et dans le secteur économique, le président de la République avait ordonné au gouvernement de préparer un dossier pour faire bénéficier les retraités d'une

amélioration de leur pouvoir d'achat. A l'issue du débat sur la communication du ministre chargé de la Sécurité sociale, le Conseil des ministres a décidé, au titre de la solidarité nationale, de revaloriser les pensions de retraites des salariés et non-salariés, ainsi qu'il suit : le relèvement à 15 000 DA de toutes les pensions et allocations de retraites inférieures à ce montant, l'augmentation de 30% des pensions de retraite dont le montant est égale à 15 000 DA, une augmentation variant par paliers de 28% à 24% pour les pensions et allocations de retraite dont le montant est supérieur à 15 000 DA et inférieur à 30 000 DA, une augmentation variant par paliers de 22% à 20% pour

les pensions et allocations de retraite dont le montant est supérieur à 30 000 et inférieur à 40 000 DA, et une augmentation de 15% pour celles dont le montant est égal ou supérieur à 40 000 DA. Ces mesures qui feront l'objet d'une large explication par l'administration en charge des retraites bénéficieront à près de 2 400 000 de retraités salariés et non salariés.

Elles entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2012 et seront financées par le budget de l'Etat avec un impact annuel de plus de 63 milliards DA. Pour rappel, ces mesures constituent la troisième intervention du budget de l'Etat au profit des retraités sur décisions du président Abdelaziz Bouteflika, après celles de 2006 et 2009 qui ont notamment permis de relever successivement les plus faibles pensions de retraite à un minimum de 10 000 DA puis de 11 000 DA, et d'instituer un fonds national de réserve des retraites financé par 3% de

la fiscalité pétrolière. Commentant ces nouvelles mesures de solidarité de la nation envers ceux qui ont consacré leur vie à la servir, le chef de l'Etat a souligné que celles-ci ne doivent pas occulter la nécessité de conforter le dispositif national de retraite pour en assurer la pérennité et le niveau des prestations qu'il sert à ses bénéficiaires.

A ce titre, le président de la République a chargé le gouvernement de veiller à l'amélioration de la lutte contre la fraude dans les déclarations d'emplois qui prive le système de protection sociale de recettes appréciables, et de prévoir, dans les révisions futures de la législation du régime des retraites en concertation avec les opérateurs et les représentants de travailleurs, des mesures à même de poursuivre la sauvegarde de l'avenir de la Caisse nationale de retraites.» Fin de citation de l'extrait du communiqué du Conseil des ministres.

L'APN décide d'interpeller le gouvernement sur la situation des retraités et de la caisse des retraites

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé au cours d'une réunion tenue le 18 décembre (le jour où le Conseil des ministres décidait d'augmenter les pensions de retraite) d'informer le gouvernement d'une résolution portant son interpellation sur la situation des retraités et de la caisse des retraites. Pour rappel, cette interpellation fait suite à une démarche de 34 députés indépendants (Voir «Le Soir Retraite» du mardi 20 décembre 2011). Dans une résolution portant «Interpellation du gouvernement sur la situation des retraités et de la Caisse nationale des retraites (CNR)», déposée le 14 décembre dernier sur le bureau de l'APN, 34 députés exigent des explications.

«Nous demandons au gouvernement d'exposer devant l'Assemblée populaire nationale les mesures qu'il compte prendre pour rendre justice dans les plus brefs délais à cette catégorie de notre peuple», lit-on dans cette résolution. Affaire à suivre.

LSR

LES QUALIFIANT DE MANŒUVRES

Le Snapap rejette les récentes décisions du gouvernement

Le Snapap vient de réagir par un communiqué virulent aux différents taux d'augmentation des pensions de retraite, décidés le 18 décembre dernier lors d'un Conseil des ministres.

Pour le Snapap, les taux décidés par le gouvernement ne font que servir davantage et enrichir encore plus les catégories aisées, alors que les couches les plus démunies ne bénéficient que d'un simple alignement sur le SNMG.

«En accordant aux catégories des petits reve-

nus de forts taux d'augmentation (30%) et aux catégories supérieures un faible taux (15%), le gouvernement tente de tromper l'opinion publique par une soi-disant justice sociale qui l'a guidé dans le calcul des retraites», note le communiqué signé par Malaoui. Et d'ajouter : «En réalité, le gouvernement vient de commettre un hold-up supplémentaire» en accordant «aux dignitaires du système (ministre, député, directeur central, etc.) encore plus d'argent au détriment des plus démunis.»

Satisfaction de la Fédération nationale des retraités

Dans l'édition du journal gouvernemental *El Moudjahid*, édition du 20 décembre 2011, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs retraités, M. Smaïl Alaouchiche, s'est dit «très content» du récent relèvement du montant minimum de la pension de retraite à 15 000 DA et de la

revalorisation des pensions et allocations de retraite. «Nous sommes très heureux et contents de cette augmentation qui réhabilite la dignité des retraités, lesquels peinent à boucler les fins de mois», a déclaré M. Alaouchiche, en marge du point de presse animé par le ministre du Travail,

de l'Emploi et de la Sécurité sociale. «Nous attendions cette augmentation depuis quelques mois, mais, franchement, nous ne nous attendions pas à ce taux», s'est-il réjoui, «remerciant» le président de la République Abdelaziz Bouteflika pour ce «geste» envers les retraités.

Bonne année 2012 !

C'est le dernier «Soir Retraite» de l'année 2011 ! Année riche en rebondissements et en luttes tous azimuts pour de nombreux retraités qui n'ont pas hésité à sortir dans la rue pour faire part de leurs graves problèmes et de leurs revendications. Ces luttes ont réussi à faire reculer le gouvernement, partiellement et insuffisamment selon les nombreuses réactions de nos lecteurs envoyées suite aux récentes décisions du Conseil des ministres du 18 décembre 2011 en matière de relèvement des pensions et allocations de retraite. Dès le mois de janvier, nous commencerons à publier les contributions des lecteurs à ce sujet. Comme j'aurai l'occasion de donner mon point de vue sur les limites et les revers des décisions du pouvoir.

En janvier 2012, votre «Soir Retraite» entamera sa 13^e année : ce serait utile de faire le point, d'avoir les avis et propositions de nos lecteurs, de connaître leurs attentes pour améliorer le contenu de cet espace. Je vous souhaite une bonne et heureuse année 2012 ! La lutte continue.

Djilali Hadjadj